



# « MON CORPS M'APPARTIENT ! J'EN FAIS CE QUE JE VEUX ! » : VETO !

Hedwige PEEMANS-POULLET

Historienne et co-fondatrice de l'Université des Femmes

C'est au nom du féminisme qu'il faut contester ce slogan : « *Mon corps m'appartient ! J'ai donc le droit d'en faire ce que je veux !* » si souvent utilisé pour justifier la prostitution ou la gestation pour autrui. Ce slogan inacceptable implique un dédoublement du « moi », en un « sujet », propriétaire et un « complément », propriété. Le sujet pourrait passer des contrats sur son propre corps et le mettre en vente ou en location. Le complément, par contre, ne peut refuser ces engagements commerciaux et est donc traité comme un « esclave », devenu objet et propriété, sans pouvoir de s'opposer à son vendeur.

## LE DÉDOUBLEMENT DU « MOI »

Au cours de la Révolution française [RF]<sup>1</sup>, l'assimilation entre prostitution et esclavage avait été clairement énoncée. Après avoir formellement interdit l'une et l'autre, les révolutionnaires avaient, pour finir, aboli le seul esclavage. Aujourd'hui toute forme d'esclavage<sup>2</sup> reste honnie mais nous, femmes, oublions que toute forme de marchandisation de notre propre corps est un esclavage et que son appropriation en est la porte d'entrée sur le marché.

En Droit international la question reste d'actualité<sup>3</sup>. Certains juristes conviennent qu'actuellement le « Droit » doit se contenter de s'adapter à l'évolution des pratiques avec des lois qui les encadrent<sup>4</sup> mais est obligé d'abandonner les grands principes jugés hors de portée<sup>5</sup>. Quelques approches se dégagent de nos lectures :

- Jacques Fierens, regrette la distance qui s'est instaurée entre deux aspects du moi, il critique l'idée de propriété du corps humain mais convient qu'il faut s'en tenir aux nouvelles notions para-juridiques comme la « dignité » pour protéger la personne<sup>6</sup>.
- Claire Neirinck fait une synthèse des principales hypothèses, tout en envisageant le

corps comme une « frontière » limitant le droit de propriété. La majorité de ses travaux concernent la famille, la parentalité, les droits de l'enfant<sup>7</sup>.

- Marie-Xavière Catto, a consacré sa thèse de doctorat au « *Principe d'indisponibilité du corps humain, limite de l'usage économique du corps* », et se livre surtout à l'analyse de la complexité de ces limites et à l'égalité de leur traitement entre homosexuels et hétérosexuels<sup>8</sup>.

- Un propagandiste de la GPA, comme Daniel Borrillo, cherche à persuader les femmes qu'elles sont discriminées tant qu'elles restent « prisonnières » de leur corps et ne s'octroient pas le droit d'en faire ce qu'elles veulent<sup>9</sup>.

Ainsi la pression d'un patriarcat/« main invisible du marché » conforte, plus ou moins, la marchandisation du corps humain, particulièrement de celui des femmes. Et le slogan dénoncé ci-dessus s'en fait le soutien.

## LE RECOURS À L'HISTOIRE POUR SE DÉBARRASSER D'UNE FAUSSE ÉVIDENCE

Or, à plusieurs reprises, la Révolution française [RF] avait affirmé qu'il ne pouvait être question d'étendre la notion de *propriété* à

la personne. Celle-ci ne pouvait « *se vendre* » ou « *être vendue* ». Ce principe fondamental figure dans le projet<sup>10</sup> de Constitution girondine (1793) rédigé par Condorcet : « *Le droit de propriété consiste en ce que tout homme est le maître de disposer à son gré de ses biens, de ses capitaux, de ses revenus et de son industrie. Nul genre de travail, de commerce, de culture, ne peut lui être interdit ; il peut fabriquer, vendre et transporter toute espèce de production. Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre lui-même : sa personne n'est pas une propriété aliénable*<sup>11</sup>. » Il figure aussi dans la Constitution montagnarde adoptée le 24 juin 1793 : « *Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre ni être vendu : sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance, entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie* ». Il figure encore dans la Constitution du Directoire (1795).

Ces déclarations abolitionnistes concernent aussi bien l'esclavage (être vendu) que la prostitution (se vendre) ; elles sont d'autant plus remarquables que les révolutionnaires sacraient, au même moment, la propriété privée comme socle de la citoyenneté et que les pratiques

prostitutionnelles se déchaînaient à Paris, notamment dans le quartier du Palais-Royal<sup>12</sup>, ce qui n'empêchait pas le vertueux Robespierre d'admettre que la prostitution continue à s'exercer.

## LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE COMME SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

Les Révolutionnaires ont décidé de confier au Peuple la Souveraineté du pouvoir politique et donc aboli non seulement la Royauté mais aussi les droits régaliens attachés héréditairement à certaines propriétés<sup>13</sup> d'où la suppression des trois Ordres de l'Ancien Régime<sup>14</sup>. Dans la foulée, ils voulaient confier à l'individu citoyen cette Souveraineté du Peuple, mais sans y parvenir concrètement. Car, à droite, les Révolutionnaires, grisés par l'air du temps<sup>15</sup>, ayant placé la « propriété privée » sur un piédestal : « *La propriété étant un droit inviolable et sacré...* » selon le Préambule de la Constitution de 1789, voulaient en faire le fondement de la citoyenneté. En effet, pour les idéologues de leur « droite », c'est la propriété privée qui garantit la capacité à gouverner. La propriété devient ainsi le socle des droits politiques. Et dès 1791, l'Assemblée Constituante instaure entre les individus, une hiérarchie économique : seuls pourront voter les « censitaires », c'est-à-dire les hommes, âgés de plus de 25 ans, payant un cens (impôt direct sur la propriété) valant au moins trois journées de travail salarié. Ces censitaires, dénommés « *citoyens actifs* » acquièrent ainsi le « privilège » d'élire ou d'être élus<sup>16</sup> pour représenter le « Peuple Souverain ». Les autres adultes, dénommés « *citoyens passifs* », privés de ce droit/privilège, forment la grande majorité de la population dont toutes les femmes.

Ce qui est nouveau, c'est la possibilité pour certains individus de regrouper leurs propriétés pour qu'elles atteignent le cens fixé, permettant à l'un d'entre eux de devenir « citoyen actif ». Cette formule avait été préconisée par Condorcet en 1787 : « *...le droit de l'élection appartiendrait à tout homme dont la propriété serait au-dessus d'une valeur donnée ; mais les possesseurs d'une propriété plus faible se réuniraient entre eux, jusqu'à ce que la somme de leurs propriétés équivalût à la valeur fixée, et ils éliraient un représentant qui jouirait du droit d'élection* »<sup>17</sup>. Sur cette base, le mari peut désormais, additionner le cens des propriétés de sa femme

au sien et se présenter comme « citoyen actif », grâce au cens de sa femme. Les contemporains évoquent ces élus qui ne doivent leur « fonction » qu'à la fortune de leur femme. De tels élus ne sont jamais favorables à une individualisation des droits politiques ce qui leur ferait perdre leur « fonction ». Condorcet ne voyait pas d'objection à ce cumul des propriétés au sein du couple mais pensait que cette formule pouvait être assumée alternativement par l'homme ou la femme. Il était avant tout, un fervent partisan de la propriété privée<sup>18</sup> comme socle de la citoyenneté : « *Dans les pays cultivés, c'est le territoire qui forme l'État ; c'est donc la propriété qui doit faire les citoyens* »<sup>19</sup>.

Robespierre a eu des mots très durs pour le virage de la RF au profit de la fortune. Il dit que la Déclaration paraît faite, non pour les hommes mais pour les riches, pour les accapareurs, pour les agioteurs et les tyrans. Il ne croyait pas si bien dire ! Rappelons donc que, dans toute la partie de la France où le droit successoral était partagé entre les filles et les fils, une bon nombre d'électeurs et d'élus devaient leur privilège aux femmes.

## LA FAMILLE : « CORPS INTERMÉDIAIRE » ENTRE LE PEUPLE SOUVERAIN ET L'INDIVIDU<sup>20</sup> ?

Or, les députés révolutionnaires n'ont pas eu le courage d'aller jusqu'à vouloir que la participation à la Souveraineté du Peuple soit individuelle, autrement dit, jusqu'à l'individualisation de la citoyenneté. Ils ont donc choisi un « *corps intermédiaire* »<sup>21</sup> pour encadrer l'individu et désigné la famille, 'cellule de base' de la société comme « corps intermédiaire ». De plus, une seule personne par famille, le « chef de famille », serait considérée comme représentant tous les membres de la famille. Ce chef est toujours un homme car même lorsque des femmes sont « cheffes de famille », comme dans le cas des veuves<sup>22</sup>, elles doivent se choisir un représentant, fils, gendre, oncle... pour siéger en leur nom. Celui-ci est aussi un homme. Certes, il n'y avait pas unanimité sur ce système : Guyomar, membre de la Convention, s'opposait à l'idée que les femmes puissent être représentées par leur mari : « *Je soutiens au contraire, moi, qu'il ne peut y avoir de représentation fondée pour les femmes ; à moins qu'on ne prétende qu'elles ne doivent avoir d'autre*

*volonté que celle des hommes...* ». Il s'inspirait d'une réflexion du « Cahier des doléances et réclamations » de Madame B\*\*\*B\*\*\* en 1789<sup>23</sup>.

Quoiqu'il en soit, cette représentation est devenue une « fonction » qui rend obso-lète l'idée d'un droit direct individuel à la citoyenneté. Pour les femmes, ce droit individuel direct aurait pu découler de leur propriété privée. Il a donc fallu, au contraire, l'articulation ferme entre propriété privée et chef de famille pour que les femmes soient méthodiquement exclues de tout droit politique.

Des interdictions collatérales s'ajoutent à ces processus et réduisent les femmes au silence. Nonobstant la DDH proclamant la liberté d'opinion et le droit à la résistance, les « corps intermédiaires » de l'Ancien Régime, comme les corporations, restent interdits<sup>24</sup>. Est interdit, en outre, le droit de s'associer pour défendre ses intérêts professionnels<sup>25</sup>. Et comble, en vertu du Décret Amar de 1793, les clubs politiques de femmes sont explicitement interdits : « *Les clubs et les sociétés populaires de femmes, sous quelque dénomination que ce soit, sont défendus* »<sup>26</sup>.

## « QUI NE DIT MOT » N'EST PAS CONSENTIR

Donc les femmes ont été méthodiquement exclues de l'élaboration de la démocratie<sup>27</sup>. *A posteriori*, elles pourront « participer » au jeu politique démocratique mais elles n'auront choisi ni ce jeu, ni ses règles, ni son enjeu<sup>28</sup>. Elles n'ont pas décidé que la *propriété* serait le socle de la *démocratie* et la garantie de la *liberté*. Elles n'ont pas décidé de se faire *représenter* par le « *chef de famille* »<sup>29</sup>. Inutile de croire qu'une touche de féminisme puisse changer la nature fondamentalement libéralo-patriarcale de la démocratie<sup>30</sup>.

À l'époque, des femmes remarquables et nombreuses dans divers milieux sociaux<sup>31</sup>, avec des engagements politiques divergents<sup>32</sup> et des moyens de diffusion disparates<sup>33</sup> n'ont pu empêcher leur propre mise au rancard. Il est temps de revisiter cette histoire. Non, la « *propriété* » n'est pas un « *droit naturel fondamental* ». Non, elle ne fonde ni la citoyenneté, ni la liberté. L'articulation entre le corps et la propriété, indûment proclamée, n'est utile qu'aux acheteurs

potentiels. Notre corps ne nous « appartient pas », n'est pas une chose, il ne peut se vendre ni être vendu, La prostitution<sup>34</sup> n'est pas plus acceptable que l'esclavage et le slogan en cause semble légitimer l'idée qu'un consentement personnel à la prostitution est possible et acceptable. Chaque femme devrait se refaire une beauté, une unité intime de son « moi », qui étant « *un et indivisible* », ne peut se vendre ni se louer. ■

Les termes « esclavage » et « prostitution » sont des abstractions qui occultent la nature des rapports sociaux impliqués. Les propositions d'« abolition » renvoient à des acteurs, comme s'ils étaient également en conflit. La politique inaugurée par la Suède en 1999 avec l'adoption de la loi cadre *La Paix des Dames* considère désormais que c'est le seul client, le prostitué, cherchant à acheter du sexe qu'il convient de pénaliser. À cette époque, l'Université des Femmes avait créé un groupe de pression/travail qui, après un voyage d'information en Suède et un dialogue avec les principales concernées avait mené campagne pour que la Belgique suive le modèle suédois déjà adopté par d'autres pays<sup>35</sup>. Aujourd'hui, malheureusement, les partisans de la légitimation de la prostitution reviennent en force, en utilisant l'opportunité de la crise sanitaire, pour tenter de faire avaliser l'idée que la prostitution puisse être un « travail comme un autre »....

- 1 La Belgique a été annexée puis occupée par la France.
- 2 Rétabli par Napoléon. La suppression définitive sera irrégulière et lente.
- 3 *Prostitution et droits humains : état du droit international et des obligations qui en découlent pour les États*, Rapport présenté par le CAP international (Coalition Abolition Prostitution) en 2016.
- 4 Suivant en cela le vocabulaire de la Convention pour la Répression de la Traite des Êtres Humains et de l'Exploitation de la Prostitution d'Autrui (1949).
- 5 Inutile de souligner que de tels raisonnements susciteraient un scandale si on les appliquait à l'esclavage !
- 6 Jacques Fierens, « Critique de l'idée de propriété du corps humain ou Le miroir de l'infâme belle-mère de Blanche-Neige » dans *Les Cahiers du Droit*, 2001, vol. 42, p. 647-665. Il se conforme ainsi au vocabulaire des Nations Unies.
- 7 Claire Neirinck, « Le corps humain » dans D. Tomasin [dir] *Qu'en est-il de la propriété ? L'appropriation en débat* (en ligne), PU Toulouse, 2006.
- 8 Marie-Xavière Catto, « Le principe d'indisponibilité du corps humain, limite de l'usage économique du corps », thèse de doctorat présentée à Paris X-Nanterre en 2014.
- 9 Daniel Borrillo, *Disposer de son corps : un droit à conquérir*, éd. Textuel, 2019.
- 10 Non adopté.
- 11 Préambule, art. 18 à 20.
- 12 Voir les travaux de Clyde Plumauzille, dont : « Le 'marché aux putains' : économies sexuelles et dynamiques spatiales du Palais-Royal dans le Paris révolutionnaire », dans *Genre, sexualité & société*, n° 10, automne 2013, [En ligne : Openedition].
- 13 Philippe Minard, (résumant l'ouvrage de Rafe Blaufarb), « Tous propriétaires ! », dans *En attendant Nadeau*, 4 Août 2020 [internet].
- 14 Les femmes étaient présentes dans chacun des Ordres : Clergé (les abbesses), Noblesse, Tiers-État (femmes des métiers et corporations). Sur leurs droits dans l'Ancien Régime, voir Léon Abensour, *La Femme et le Féminisme avant la Révolution*, éd. Leroux, 1923 ; John Gilissen, *Le statut de la Femme dans l'Ancien Droit Belge*, dans *Recueil de la Société Jean Bodin*, éd. Librairie encyclopédique, vol. 12, 1962, p. 255-321.
- 15 Influences du mouvement des Lumières et des institutions anglaises.
- 16 Le montant du cens requis n'est pas identique pour les deux fonctions.
- 17 Lettres d'un bourgeois de New-Haven..., deuxième lettre, p. 11-12, dans l'édition des Œuvres de Condorcet, tome 9, Paris, 1847. [BNF/Gallica]
- 18 L'engouement actuel pour Condorcet est critiqué par ceux qui voient en lui un vénérable patron pour une politique de droite, libérale et capitaliste. Si tant d'historiennes & d'historiens adoptent cet engouement, c'est sur base des positions de Condorcet en matière d'éducation et du droit de vote des femmes (dont il ne parle pas lors de la rédaction du projet de Constitution girondine !). Mais si le regard sur Condorcet tenait compte de ses convictions économiques, il en serait autrement. Voir notamment : Yannick Bosc, « Liberté et propriété. Sur l'économie politique et le républicanisme de Condorcet », dans *Annales Historiques de la Révolution Française*, n°366, 2011/4 [Internet].
- 19 Lettres d'un bourgeois de New-Haven..., deuxième lettre, p. 12, dans l'édition des Œuvres de Condorcet, tome 9, Paris, 1847. [BNF/Gallica].
- 20 En droit, écrit Pierre Guyomar, député à la Convention Nationale, l'individu est aussi bien homme que femme. Pour lui, le terme *homme* de la Déclaration renvoie au latin *homo*, *homme* dans le sens genre humain.
- 21 Les révolutionnaires n'ont pas utilisé ce terme en plaçant la « famille » entre l'individu et le souverain. Ici, je ne me situe pas du tout dans le débat sur les « corps intermédiaires » tel que le mènent Pierre Rosanvallon et plusieurs historiennes et historiens.
- 22 Anne Verjus, « La veuve et son gendre dans la stratégie électorale libérale sous la monarchie censitaire », 2001. Reste à étudier le cas des célibataires fortunées qui ne vivent plus chez leurs parents....
- 23 Ce texte figure dans tous les recueils *ad hoc*, celui de Paule-Marie Duhet, en 1981, celui des éditions Slatkine en 1986, et la réédition du Côté-femmes éditions, en 1989.
- 24 Depuis Turgot en 1776 jusqu'à la Loi d'Allarde, en 1791.
- 25 Loi Le Chapelier, 1791.
- 26 Convention nationale, Séance du 30 Octobre 1793.
- 27 Beaucoup d'auteurs pensent atténuer ce scandale initial en montrant que les femmes étaient, malgré tout, des citoyennes sociales actives, que la maternité leur avait permis d'acquiescer des droits sociaux, qu'elles avaient pu s'exprimer au niveau des élections primaires, qu'elles ont assumé tout le travail familial et le « care » de leur pays.... voir Dominique Godineau, « Privées par notre sexe du droit honorable de donner notre suffrage... », dans *Les cahiers du CEDREF*, hors série, 2, 1996, p. 199-211 (en ligne).
- 28 À ma connaissance, il n'existe pas de Constitution initiatrice d'une « démocratie » dont les femmes auraient été parties prenantes, même là où elles règnent. Qu'on oublie la référence à la « démocratie athénienne » !
- 29 Observez que le refus de l'individualisation des droits, notamment en protection sociale et la prééminence du « chef de famille » s'inscrivent dans la continuité de leurs ancêtres démocratiques.



- 30 Quoiqu'en pense Marie-Cécile Naves, *La démocratie féministe. Réinventer le pouvoir*, éd. Calmann-Lévy, Paris, 2020.
- 31 Aussi bien travailleuses que bourgeoises éclairées ou femmes vivant dans le milieu des décideurs.
- 32 On peut opposer Olympe de Gouges, girondine et Mary Wollstonecraft qui critique l'analyse de la RF faite par E. Burke.
- 33 Pétitions, publications, clubs, salons, pages de journaux.
- 34 Et tout ce qui en découle, comme la GPA, la pornographie...
- 35 Voir *Chronique féministe*, n° 70 de 1999, « Le marché du sexe ».

© i.Van, Manifestation 24 mars 2012

